



PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 722/2014 du 165 AVR. 2014
modifiant l'arrêté préfectoral n° 88/99 du 22 janvier 1999 autorisant
la société Egger pour son activité de fabrication de panneaux de particules
sur le territoire de la commune de Rambervillers.

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu le Code de l'Environnement et en particulier son Livre V ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 88/99 du 22 janvier 1999 autorisant la société Egger à exercer une activité de fabrication de panneaux de particules sur le territoire de la commune de Rambervillers ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 5 juillet 2013
- Vu le courrier de l'exploitant daté du 4 novembre 2013 ;
- Vu le rapport de l'inspection daté du 20 février 2014 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 25 mars 2014 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis pour observations éventuelles à la société Egger en date du 27 mars 2014 ;
- Considérant que la société Egger n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté ;
- Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur le préfet des Vosges par courrier précité de retenir la rubrique 3610 comme rubrique principale de l'exploitation ;
- Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur le préfet des Vosges par courrier précité de retenir les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relatives au document BREF intitulé « fabrication de panneaux à base de bois » comme BATc relatives à la rubrique principale pour son activité ;
- Considérant donc qu'il convient de retenir la rubrique 3610 comme rubrique principale de l'exploitation, et les BATc relatives au document BREF intitulé « fabrication de panneaux à base de bois » comme BATc relatives à la rubrique principale ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

- Considérant par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R515-61 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;
- Considérant que l'installation est également concernée par les rubriques 3520 (incinération ou co-incinération de déchets) et 3550 (stockage temporaire de déchets) de la nomenclature des installations classées ;
- Considérant enfin qu'il convient de mettre à jour la liste des installations classées recensées sur le site d'Egger à Rambervillers ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} - L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 88/99 est complété comme suit :

« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R515-58 du code de l'environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3610 relative à la fabrication de pâte à papier, papier, carton, panneaux de bois, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF intitulé « fabrication de panneaux à base de bois »

La liste des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°88/99 est remplacée par:

Numéro	Activités	A/D	Observations
3610	Fabrication de panneaux de bois	Autorisation	Capacité de production de 2200 m³/j
3550	Stockage temporaire de déchets	Autorisation	Stockage maximal de 1 000 t de déchets de bois traités à la créosote
3520.a	Incineration ou co-incineration de déchets dangereux	Autorisation	Co-incinération d'écorces de déchets de bois et de sciures 12t/h maximum
3520 .b	Incineration ou co-incineration de déchets dangereux	Autorisation	Co-incinération de bois traités sans sels métalliques ni créosote 12t/h maximum

2915.1a	<p>Chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles.</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides</p> <p>Si la quantité totale de fluide présente dans l'installation est :</p> <p>a) Supérieure à 1 000 litres</p>	Autorisation	<p>100 m³ d'huile</p> <p>(point éclair de 209 °C utilisée à 290 °C)</p>
2910 A. 1.	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure à 20 MW</p>	Autorisation	<p>Deux chaudières de secours fonctionnant au gaz naturel :</p> <p>Puissance de 22,84 MW (vapeur)</p> <p>Puissance de 8 MW(huile)</p> <p>Puissance totale de 30,84 MW</p>
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.	Autorisation	<p>Co-incinération d'écorces, de déchets de bois et de sciures.</p> <p>Une chaudière principale de 46MW fonctionnant au bois, gaz naturel et poussières.</p> <p>Capacité maximale : 12t/h</p>
2770. 1b	<p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>b. La quantité de substances dangereuses ou</p>	Autorisation	<p>Co-incinération de bois traités sans sels métalliques ni créosote.</p> <p>Une chaudière principale de 46MW fonctionnant au bois, gaz naturel et poussières.</p> <p>Capacité maximale : 12t/h</p>

	préparations dangereuses susceptibles d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.		
2718.1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 tonne.</p>	Autorisation	Stockage maximal de 1 000 tonnes de déchets de bois traités à la créosote
2661.1a	<p>Transformation de polymères (résines et adhésifs synthétiques).</p> <p>1. par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression. La quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 70 t/jour</p>	Autorisation	<p>Emploi de colle urée formol pour la fabrication de panneaux.</p> <p>Collage de feuilles de papier mélaminé par pression à chaud.</p> <p>Quantité de matière traitée par jour : 200 tonnes</p>
2410.1	<p>Atelier de travail du bois ou matériaux analogues. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant :</p> <p>1. Supérieure à 200 kW</p>	Autorisation	<p>Sciage, ponçage, délignage de panneau de bois</p> <p>Puissance totale installée de : 2500 kW</p>
2260.2a	<p>2. Broyage de produits organiques</p> <p>a) La puissance installée étant supérieure à 500 kW</p>	Autorisation	<p>Broyage, déchiquetage, tamisage de particules de bois :</p> <p>Puissance : 7 000 kW</p>
1532.1	<p>Dépôt de bois ou combustible analogue y compris les produits finis conditionnés.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieur à 20 000 m³</p>	Autorisation	<p>Panneaux de particules : 53 000 tonnes (81 538 m³)</p> <p>Bois, sciures et copeaux : 50 000 tonnes</p> <p>Total : 103 000 t (163 000 m³)</p>

2662.2	Stockage de polymères : le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 1 000 m³ et inférieur à 40 000 m³	Enregistrement	1 000 m³ de colle
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs : la puissance maximale de courant continu utilisable est supérieure à 50 kW	Déclaration	70 kW
1434.1b	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) 1. Installation de remplissage de véhicules citerne, de remplissage de récipient mobile, le débit maximum équivalent étant de l'installation étant : b. Supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h	Déclaration avec contrôle	Poste de remplissage de débit 70 l/min soit 4,2 m³/h
1414.3	Gaz inflammable liquéfié (installation de remplissage et de distribution). 3. Installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Déclaration avec contrôle	Poste de remplissage pour les chariots de manutention.
1412.2b	Gaz inflammable liquéfié (stockage en réservoir manufacturé) 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	Déclaration avec contrôle	Cuve de GPL de 12,5 tonnes
1158.B.2	Diisocyanate de diphénylméthane (MDI) B. Emploi ou stockage La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure à 2 t mais inférieure ou égale à 20 t	Déclaration avec contrôle	Stockage et dosage de PMDI. Quantité stockée de 20 t
2560.2	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1000 kW	Non classé	Puissance installée de : 150 kW
1530	Dépôt de papier, carton ou combustibles analogues. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000m³	Non classé	Papier mélaminé 704 m³

1432	Liquides inflammables (stockage en réservoir manufacturé) Stockage de liquide inflammable représentant une capacité équivalente inférieure à 10 m ³	Non classé	Cuve de Gasoil Non Routier (GNR) de 30 m ³ (capacité équivalente 6 m ³)
------	--	------------	--

Article 2 - Dans l'article 2.9.6 de l'arrêté préfectoral modifié n°88/99, la hauteur maximale de stockage, fixée à 8 m, est désormais limitée à 6,7 m.

Article 3 - En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le maire de Rambervillers, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Egger de Rambervillers et dont copie sera déposée à la mairie de Rambervillers et pourra être consultée. De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de Rambervillers pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges, pour une durée identique, et sera affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Fait à Epinal, le 15 AVR. 2014

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Eric RHOQUET

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.